



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

prestations sociales

Question au Gouvernement n° 904

Texte de la question

PRESTATIONS SOCIALES

M. le président. La parole est à M. Boris Vallaud, pour le groupe Nouvelle Gauche.

M. Boris Vallaud. Monsieur le Premier ministre, Bercy ne manque pas d'imagination et comme votre gouvernement ne résiste jamais longtemps à son désir de tout chambouler, les Français sont inquiets des perspectives de réduction des prestations sociales dont la presse s'est fait l'écho : révision des modalités d'attribution des APL – aides personnalisées au logements –, réduction ou gel des bourses sur critères sociaux, resserrement du nombre de personnes éligibles à l'APA – allocation personnalisée d'autonomie –, ciblage de l'allocation aux adultes handicapés, suppression de l'allocation de solidarité spécifique.

Hier, les fonctionnaires défendaient dans la rue une certaine idée du service public, garant de l'égalité devant la loi, de l'accès aux droits pour tous, partout sur notre territoire, quelle que soit sa condition – parce que les algorithmes ne font pas tout. Ils défendaient le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

Vous avez promis 100 milliards d'euros d'économies durant le quinquennat et comme vous avez déjà dépensé beaucoup pour les plus riches et que vous aurez à compenser la suppression de la taxe d'habitation, voilà que votre regard se tourne désormais vers les prestations sociales.

Le retour de la croissance, dont vous héritez, ne peut justifier d'abandonner les plus fragiles à ce que vous pensez être leur destin de dernier de cordée. Avec vous, la République baisse la garde et la situation des plus fragiles s'en ressent – avec la baisse des APL ou l'augmentation de la CSG pour les retraités.

Ce matin, les chiffres du chômage sont venus confirmer que vous aviez baissé la garde en matière de politique de l'emploi. Le dispositif d'emplois aidés Parcours emploi compétences ne décolle pas et les entrées en formation des demandeurs d'emploi ont chuté de 30 % depuis le début de l'année : la logique du contrôle prime désormais sur l'accompagnement.

M. Erwan Balanant. Grand prix de la mauvaise foi !

M. Boris Vallaud. Alors, quelles sont vos intentions ? Lequel croire de vos ministres, qui d'un jour sur l'autre se contredisent ? Quand cesserez-vous de brouiller les messages et d'avancer en vous drapant dans le pragmatisme alors que vos réformes fiscales et sociales abîment nos services publics et remettent en cause nos solidarités ?

Monsieur le Premier ministre, votre ras-le-bol social ne saurait tenir lieu de politique budgétaire, ni de politique sociale, ni de politique tout court. *(Applaudissements sur les bancs des groupes NG et GDR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'action et des comptes publics.

M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics. Monsieur le député, je n'ai pas tout à fait compris le sens de votre question, si ce n'est que vous n'êtes *grosso modo* pas d'accord.

Cela nous rassure. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM*). Mais, dans un esprit républicain, je vais tout de même reprendre les éléments un peu disparates de votre question, même si elle évoque plus un poème de Prévert qu'elle n'appelle de réponse précise.

M. Olivier Faure. Arrêtez ! Quelle prétention !

M. Gérard Darmanin, ministre. Si votre question portait sur le fait que nous soyons rassurés par la baisse de la mobilisation, dans les grèves et les manifestations, des fonctionnaires, que M. Dussopt et moi-même écoutons bien sûr...

M. Boris Vallaud. Ah bon ?

M. Gérard Darmanin, ministre. ...je pense que c'était pour nous encourager. La densité des relations que nous entretenons avec les syndicats démontre que c'est l'immobilisme, monsieur le député, celui que vous avez incarné, qui tue le service public, et pas l'inverse. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM*.)

M. Olivier Faure. Quelle arrogance !

M. Gérard Darmanin, ministre. Si vous vouliez nous féliciter...

M. Boris Vallaud. Répondez à la question !

M. Gérard Darmanin, ministre. Ce n'est pas la peine de vous énerver, monsieur Vallaud. Moi, je vous ai écouté. Ce n'est parce qu'on crie qu'on a raison. (*Mêmes mouvements*.) Et il me semble que vous incarnez bien plus Bercy que je ne le fais moi-même. Donc restons calmes, et discutons.

M. Aurélien Pradié. Sortez les mains de vos poches, pour discuter !

M. Gérard Darmanin, ministre. Si vous vouliez vous féliciter d'avoir pu rassurer, en avril dernier, les 600 000 personnes percevant le minimum vieillesse, et d'avoir vu les retraités les plus modestes bénéficier d'une augmentation de pouvoir d'achat sans comparaison avec celle de vos années, vous aviez raison.

M. Olivier Faure. Ce n'est pas la question !

M. Gérard Darmanin, ministre. Si vous vouliez dire que vous comptiez distribuer un tract pour expliquer que 60 % des habitants de votre circonscription des Landes ne paieront plus la taxe d'habitation, vous aviez raison. (*Mêmes mouvements*.)

M. Olivier Faure. C'est minable !

M. Gérard Darmanin, ministre. Monsieur Vallaud, la prochaine fois, posez une question claire et vous aurez peut-être une réponse claire. Votre question m'a permis de faire autant de politique que vous. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. - Exclamations sur les bancs du groupe NG.*)

M. Maxime Minot. Quel manque de respect !

M. Christian Jacob. ministre en charge de la trahison !

Données clés

Auteur : [M. Boris Vallaud](#)

Circonscription : Landes (3^e circonscription) - Nouvelle Gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 904

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Action et comptes publics

Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 mai 2018](#)